

On retire qui pourrait changer la donne

La Presse
13/06/09

Par Chantal Malaure

carpentras@laprovence-presse.fr

A Malaucène, chaque journée offre son nouvel épisode au feuilleton des Papeteries. Du côté des salariés, on ne fléchit pas. Hier, pendant que les négociations sur le plan social se poursuivaient au premier étage de l'hôtel de ville, ils étaient encore en grand nombre à l'extérieur à attendre les interruptions de séance et les déclarations de leurs représentants du CE. Une délégation s'était juste éclipsée une heure à Aubignan pour rencontrer les maires des quatre communautés de communes réunis à la salle polyvalente, des maires qui ont largement applaudi les salariés.

Retour à Malaucène, où la première "sortie" ne laissait rien présager de bon. Le point litigieux, la proposition de la direction sur les indemnités de départ: 12 000 € + 8 000 € en cas de fermeture et 500 € par année d'ancienneté (jusqu'à 30 ans). "Patrons voyous, ils jouent avec nos nerfs", entend-on dans les rangs. "C'est du chantage. L'histoire des 8 000 €, ça veut dire quoi? Qu'ils veulent fermer et qu'il n'y aura pas de repreneur", commente Gilles Lemasson, délégué CGT. "Hier, ils parlaient de 600 € par année d'ancienneté, c'est maintenant 500 €", lance un salarié. "Et moi, j'ai 30 ans d'ancienneté, je n'aurai droit à rien", ajoute son voisin.

Grogne et stupéfaction, des sentiments mélangés qui marquent les visages: "Ils nous traitent comme des moins que rien. Ils ne veulent pas lâcher plus car il y a également un plan social sur le site de Saint-Girons et à Quimperlé."

▶ 11H30 : INTERVENTION DE L'HUISSIER

C'est l'instant crucial de cette fin de matinée. M^e Hiely remet à MM. Fievez et Mothay, PDG Europe et DRH du groupe Schweit-



▶ Une délégation de papetiers a rencontré, hier matin à Aubignan, les maires des quatre communautés de communes qui les ont chaudement applaudis.

PHOTO VALÉRIE SUAU

zer-Mauduit, le référé, document de douze pages établi d'après les études d'experts comptables et signifiant en plusieurs points que la cause économique n'est pas justifiée pour la fermeture du si-

te (aucun investissement depuis dix ans, les bénéfices engrangés par le groupe, le PSE non qualifié à hauteur du préjudice...).

"Ils se sont montrés offusqués", déclarait Jean-Marc

Moulin, représentant du personnel qui intervient dans les négociations. "Et ils veulent qu'on retire ce référé (déposé également deux jours plus tôt au TGI de Carpentras avec demande d'étude sous 48 heures minima, ndlr) et ont même eu l'audace de nous proposer de le déposer dans quinze jours (le 30 juin est la date butoir du PSE, ndlr). Mais c'est notre seul moyen pour faire valoir nos droits. Ils vont être obligés de revoir leur copie."

À SUIVRE

■ MENACE SUR L'ÉTAPE DU TOUR DE FRANCE

"Nous avons passé un deal, il n'a pas été respecté." Joël Chabonnel, représentant du personnel, est furieux. Jeudi, il avait négocié avec le directeur du Critérium du DL et quelques jours plus tôt avec madame le sous-préfet, l'assurance d'une diffusion aux journaux télévisés du soir. En contrepartie, les coureurs pouvaient traverser tranquillement Malaucène. Les caméras de nombreuses chaînes se bousculaient l'après-midi. Résultat: vers 20 heures, seule "France 3" évoqua le conflit.

"Nous, on a pris nos engagements, on a tenu notre parole. Maintenant, on ne fait plus confiance. Je vais contacter madame le sous-préfet. Et la prévenir. Attention, la prochaine fois, c'est le blocage du Tour de France, au Ventoux, le 25 juillet."

■ À VAISON, UNE MOTION DE SOUTIEN DES ÉLUS

Le maire de Vaison, Pierre Meffre, dans un projet de motion, invite le conseil municipal à se prononcer:

- Pour refuser la fermeture de Malaucène Industries en septembre;
- pour étudier toutes les solutions de reprise et recourir à des experts indépendants chargés de mener ces études afin qu'une activité industrielle puisse perdurer à Malaucène;
- pour être solidaire des 211 salariés menacés de licenciement et rejoindre leur comité de soutien."

▶ 15 H : DÉPART DES PATRONS SOUS LES HUËES

"Ils ont osé dire qu'on manquait de loyauté, tempête un salarié. Ils peuvent tout nous dire, sauf cela." Pas question de se démobiliser. "Et s'ils croyaient avoir à faire à des ploucs, ils se trompent!", ajoute un autre.

A 15 heures, MM. Fievez et Mothay quittent la mairie de Malaucène sous les huées. "Regardez dans les yeux ceux que vous licenciez!".

Les reverra-t-on à Malaucène? Rien de moins sûr pour Jean-Marc Moulin: "La prochaine fois, ce sera peut-être dans un ministère." ■